

# A R R E T E

n°**2003-272-10** du **29 septembre 2003** portant  
autorisation d'exploiter, à la **société DALPHIMETAL**  
et codificatif au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement  
pour ses installations situées à CERNAY

**Le préfet du département du Haut-Rhin**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le décret n° 90-153 du 16 février 1990 modifié portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs;
- VU** le décret n°79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** la demande présentée en date du 14 mai 2002 par la société DALPHIMETAL France dont le siège social est 35 rue de l'Europe 68700 Cernay en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre ses activités de fabrication de pièces en magnésium à Cernay, dans le cadre d'une régularisation administrative ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- VU** le dossier déposé le 21 juin 2001 relatif à l'exploitation d'une installation de montage d'airbags soumise à déclaration;
- VU** le dossier de demande d'agrément technique relatif à une installation industrielle à caractère pyrotechnique déposé le 13 décembre 2002;

- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement, notamment l'arrêté d'autorisation n°931299 du 19 août 1993 modifié par l'arrêté n° 000209 du 31 janvier 2000 et l'arrêté n°013445 du 3 décembre 2001 portant mise en demeure;
- VU** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 17 mars au 17 avril 2003 ;
- VU** les avis exprimés lors des enquêtes publique et administrative ;
- VU** le rapport du 14 août 2003 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 septembre 2003 ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment :

- la limitation et le contrôle des rejets à l'atmosphère et des émissions sonores, le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, le traitement des eaux pluviales et des purges, le mode de stockage des déchets, le contrôle des équipements importants pour la sécurité, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment :

- l'éloignement des habitations, l'extraction et la filtration des effluents gazeux de l'atelier magnésium, la gestion des déchets, les consignes d'exploitation et de sécurité, le mode de stockage des gaz toxiques, la séparation des activités à risque, permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

**.APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **I - GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société DALPHIMETAL France, dont le siège social est 35 rue de l'Europe 68700 Cernay, est autorisée à exploiter des installations de fabrication de pièces en magnésium et une installation de stockage d'objets pyrotechniques soumise à déclaration, et à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication et d'application de mousse polyuréthane, autorisée par l'arrêté du 10 août 1993.

Les installations classées visées par la présente autorisation sont répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	N° rubrique	Régime	Quantité	Unité
Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) [Fabrication industrielle, emploi ou stockage de]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 200t.	1158-2	A	54	t
Fonderie [Fabrication de produits moulés] de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550). La capacité de production étant supérieure à 2t/j	2552-1	A	12	t/j (magnésium)
Fabrication ou régénération des matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. La capacité de production étant supérieure ou égale à 1t/j	2660-1	A	7,6	t/j
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc... sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textiles, ...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique n°1521. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). La quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dans l'installation étant supérieure à 100 kg/j	2940-2 a	A	840	kg/j
Emploi ou stockage de solides facilement inflammables. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	1450-2-a	A	150	T (magnésium)
Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coef.1) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³n mais inférieure à 100 m³	1432-2-b	D	28	m³
Stockage de pneumatiques dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, ... le volume susceptible d'être stocké étant : b. supérieur ou égal à 200 m³, mais inférieur à 2000 m³	2663-1-b	D	1700	m³
Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	2560-2	D	53	kW
Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW	2910-A-2	D	3,2	MW
Installations de réfrigération ou de compression	2920-2-a	A	567	kW

fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa comprimant des liquides non inflammables et non toxiques, si la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW				
Ateliers de charges d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	2925	D	93	kW
Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques : 1. Gaz ou gaz liquéfiés : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c. supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t	1131-3-c	D	432	kg (18 bouteilles)
Poudres, explosifs et autres produits explosifs [Stockage de] La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 2t	1311-3	D	1990	kg

*Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration*

## **Article 1.2 - ABROGATIONS**

Les prescriptions techniques de l'arrêté portant autorisation n° 931299 du 19 août 1993, l'arrêté portant prescriptions complémentaires n° 000209 du 31 janvier 2000, et les prescriptions des articles 2 et suivants de l'arrêté n° 013445 du 3 décembre 2001, sont abrogés.

## **Article 1.3 - AGREMENT TECHNIQUE**

Le présent arrêté vaut agrément technique au titre de l'article 17 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 modifié portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs, pour l'exploitation d'une installation pyrotechnique.

## **Article 1.4 - BILAN DE FONCTIONNEMENT**

L'exploitant établit le bilan de fonctionnement de l'ensemble des installations classées exploitées sur le site, conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et aux dispositions de la circulaire du 25 octobre 2000. Le bilan devra être remis avant le 31 décembre 2003.

## **Article 2- CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES- PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées, et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les nouvelles prescriptions édictées par le présent arrêté se substituent à celles édictées par les actes administratifs délivrés antérieurement: l'arrêté d'autorisation n°931299 du 19 août 1993 modifié par l'arrêté n°000209 du 31 janvier 2000, et l'arrêté n°013445 du 3 décembre 2001.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation, et de déclaration,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant,
- la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité (IPS) des installations,
- les consignes de sécurité et d'exploitation,
- l'étude de sécurité pyrotechnique

### **Article 3 - MISE EN SERVICE**

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 4 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **Article 5 - MODIFICATION - EXTENSION**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

### **Article 6 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le préfet au moins un mois avant cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Il sera joint à la notification au Préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

## **II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

## **A - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 7 - GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 7.1 - GÉNÉRALITÉS - Modalités générales de contrôle**

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.

Ces contrôles doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation.

L'exploitant adressera également les résultats des contrôles des rejets d'eau au Service chargé de la police de l'eau (ainsi qu'au gestionnaire du réseau d'assainissement). Ce(s) dernier(s) peut(vent) également procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant.

#### **Article 7.2 - GÉNÉRALITÉS - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

#### **Article 7.3 - GÉNÉRALITÉS - Déclaration annuelle**

En application de l'arrêté ministériel du 24/12/02, l'exploitant adresse au préfet avant le 31 mars une déclaration annuelle, pour l'année civile précédente, des émissions polluantes pour les polluants visés par ce texte en cas de dépassement des seuils fixés aux annexes. En particulier sont concernés, par l'article 3 et l'article 5, le dichlorométhane.

*Dans le cas où la totalité des prescriptions d'un article ne serait pas justifiée, la numérotation de cet article doit être conservée de la manière suivante (l'astérisque renvoie à une note située en fin d'arrêté, sous la signature) :*

#### **Article 7.3 – (\*)**

### **Article 8 - AIR**

#### **Article 8.1 - AIR - Principes généraux**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les conduits d'évacuation seront disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

## **Article 8.2 - AIR - Conditions de rejet**

Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :

Nature de l'installation	Hauteur de la cheminée (m)	Diamètre au débouché (m) ou vitesse d'éjection (m/s)
Chaudières (1, 2, 3)	6	> 5 m/s
Ilôt n°1 (magnésium)	14,2	0,41 m
(Atelier moussage) extracteur HE 40	7,2	1 m
extracteur KM 1	7,6	0,8 m
extracteur KM 2	9,4	0,9 m

## **Article 8.3 - AIR - Prévention des envols de poussières et matières diverses**

(Art 4.1 de l'arrêté ministériel 02/02/1998)

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc ...) et convenablement nettoyées,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées.

## **Article 8.4 - AIR - Valeurs limites de rejet**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètre	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux horaire kg/h	Flux annuel t	Débit	Méthode de mesure
Cheminées des chaudières	NOx	150	1	3		
îlot n°1	poussières	60	0,5	4,32		
(Atelier moussage) extracteurs HE 40, KM 1, et KM 2	COV (en carbone total) DCM (chlorure de méthylène)	110 100	6	20	140000 (débit global maximal)	Méthodes de référence

Les émissions diffuses de composés organiques volatils (COV) et du DCM en particulier seront évaluées.

Les cabines de moussages sont équipées de filtres secs sur l'air extrait d'une efficacité minimale de 86% vis à vis des pigments (extrait sec).

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). *Pour les installations de combustion*, la teneur en oxygène est ramenée à 3 % en volume. Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées.

**A compter du 30 octobre 2005, la concentration de chlorure de méthylène dans les rejets est limitée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>, si le flux est supérieur à 0,1 kg/h.**

#### **Article 8.5 - AIR- Contrôle des rejets**

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

##### Contrôles continus :

Le contrôle continu est mis en place sur l'installation ci-après, au plus tard le 30 octobre 2005, si le flux de chlorure de méthylène est supérieur à 2 kg/h.

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres
Atelier moussage sur les 3 extracteurs: HE 40 KM 1 KM 2	Chlorure de méthylène (DCM)

##### Contrôles périodiques :

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Cheminées des 3 chaudières	NOx	Tous les trois ans
Ilot n°1	poussières	annuelle
Atelier moussage sur les 3 extracteurs: HE 40, KM 1, KM 2	COV (en carbone total) et DCM	trimestrielle

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques précités sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

En fonction des résultats de mesure obtenus, la fréquence de contrôle pourra être réduite après accord de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.6 - AIR - Surveillance des effets sur l'environnement \* sans objet**

#### **Article 8.7 - AIR - Odeurs**

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

#### **Article 8.8 - AIR - Gaz à effet de serre et Composés Organiques volatils**

L'exploitant adresse au préfet annuellement :

- le plan de gestion des solvants et les actions mises en place visant à réduire leur consommation (article 28-1 de l'AM du 02/02/98).



## **Article 9 - EAU**

### **Article 9.1 - EAU - Prélèvements et consommation**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans le réseau public à raison d'un volume annuel maximal de 1500 m<sup>3</sup>.

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction public ou du réseau d'eau potable intérieur par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

### **Article 9.2 - EAU - Prévention des pollutions accidentelles**

#### **9.2.1 - Eau - Egouts et canalisations (Art 8 - AM 02/02/98)**

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours

#### **9.2.2 - Eau - Capacités de rétention (Art 10 - AM 02/02/98)**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

#### **9.2.3 - Eau - Aire de chargement -Transport interne (Art 10 - AM 02/02/98)**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

#### **9.2.4 - Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident**

Les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir les eaux polluées en cas d'incendie ou d'accident. Le bassin ou système équivalent est dimensionné pour contenir les eaux nécessaires à l'extinction d'un incendie généralisé. Ce bassin ou système équivalent doit également permettre de limiter le débit de rejet des eaux pluviales en vue de respecter la teneur en hydrocarbures précisée à l'article 9.3.2.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout justificatif relatif au dimensionnement du bassin ou du système équivalent.

### **Article 9.3 - EAU - Conditions de rejet**

Les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.

La dilution des effluents est interdite.

### **9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles**

l'installation ne génère pas d'eau de process. Les eaux de lavage des sols et des chariots automoteurs sont traitées comme des déchets.

### **9.3.2 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales**

En l'absence d'un réseau permettant d'évacuer les eaux pluviales dans le milieu superficiel, celles-ci sont infiltrées dans la nappe.

Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires de stationnement et de circulation, les aires de chargement/déchargement, et autres surfaces imperméables, susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des sols, transitent avant rejet au milieu naturel par un séparateur/décanteur ou dispositif d'efficacité équivalente, adapté à la pluviométrie, d'un rendement minimum de 80% pour les matières en suspension et 75 % pour la pollution carbonée permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l.

### **9.3.3 - Eau - Conditions de rejet des eaux sanitaires**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

### **9.3.4 - Eau- Conditions de rejet des eaux de refroidissement**

Les installations de réfrigération sont en circuit fermé. La purge cyclique sera traitée comme prévu dans l'article 18.7 ci-après relatif aux tours aéroréfrigérantes.

### **9.3.5 - Eau- Entretien et équipement des dispositifs séparateurs/décanteurs**

Les séparateurs/décanteurs sont régulièrement entretenus. Les opérations d'entretien sont notées sur un cahier d'entretien, ainsi que la nature et les quantités de déchets récupérés à cette occasion dans les ouvrages. La sortie des ouvrages sera équipée pour pouvoir procéder à des prélèvements.

## **Article 9.4 - EAU - Contrôles des rejets \* sans objet**

## **Article 9.5 - EAU - Surveillance des effets sur l'environnement**

### *Surveillance des eaux souterraines*

L'exploitant surveille la qualité des eaux souterraines par prélèvements dans les deux piézomètres existants et implantés à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.

Au moins deux fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe et analysés. Les paramètres suivants sont mesurés :

- DCO, hydrocarbures totaux, AOX, chlorure de méthylène, trichloroéthane, alcools et cétones, BTX

Les équipements précédents, les prélèvements et les analyses à effectuer sont réalisés en respectant les normes en vigueur.

Les résultats des analyses seront commentés par rapport aux seuils « eau potable » conformément à l'objectif du SAGE

## **Article 10 - DÉCHETS**

### **Article 10.1 - DÉCHETS - Principes généraux**

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du Code de l'Environnement), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

- déchets industriels banals en mélange allant en décharge : ...300 t/an.....
- déchets dangereux : 170 t/an.....

### **Article 10.2 - DÉCHETS - Collecte et stockage des déchets**

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons ... non souillés doivent être valorisés ou être traités comme les déchets ménagers et assimilés,
- les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets qui doivent faire l'objet de traitement particulier.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### **Article 10.3 - DÉCHETS - Elimination des déchets**

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance. Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. En particulier, l'exploitant tient à jour la liste des transporteurs agréés qu'il utilise.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

#### **Article 10.4 - DÉCHETS - Contrôle des déchets**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

#### **Article 10.5 - DÉCHETS - Epandage \* sans objet**

#### **Article 11 - SOLS \* sans objet**

#### **Article 12 - BRUIT ET VIBRATIONS**

##### **Article 12.1- BRUIT ET VIBRATIONS - Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

##### **Article 12.2 - BRUIT ET VIBRATIONS - Valeurs limites**

Au-delà d'une distance de 130 m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	XX dB(A)	XX dB(A)
Point 1	65	58
Point 2	65	57
Point 3	65	55

##### **Article 12.3 - BRUIT ET VIBRATIONS - Contrôles**

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 2 ans, par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

## **B - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ**

### **Article 13 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.

L'établissement disposera d'un éclairage nocturne de sécurité sur l'ensemble du site.

### **Article 14 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGER**

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés.

### **Article 15 - CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'INSTALLATION**

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes doivent être retenues :

#### **Article 15.1 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Implantation - Isolement par rapport aux tiers**

L'atelier magnésium est situé à une distance d'au moins 25 mètres des limites de propriété.

#### **Article 15.2 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles de construction**

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme ...) adaptés aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation.

### **Article 15.3 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'aménagement**

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

### **Article 15.4 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation**

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques, assurer leur évacuation en toute sécurité et pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs ;
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...)

### **Article 15.5 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Protection contre la foudre**

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.

L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

#### **Article 15.6 – CONCEPTION GÉNÉRALE - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité**

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques sont alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourues sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

#### **Article 15.7 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'exploitation et consignes**

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures ...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques: atelier magnésium, atelier moussage, atelier air-bags, stockages, ateliers de charge des accumulateurs et installations de dépotage ont des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ,



- les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique,
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les six mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des ateliers est limitée aux quantités nécessaire à la production journalière.

## **Article 16 - SÉCURITÉ INCENDIE**

### **Article 16.1 - SÉCURITÉ INCENDIE - Détection et alarme**

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.

Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde,...) ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

### **Article 16.2 - SÉCURITÉ INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment aux risques mis en évidence par l'étude de sécurité pyrotechnique, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.

Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y-compris en période de gel. Ces ressources comprennent :

- 3 poteaux incendie normalisés diamètre 100 mm, situés à moins de 100 m des installations,
- une réserve d'eau de sprinklage de 420 m<sup>3</sup>.

Les moyens d'intervention sur le site se composent :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, ce réseau couvre l'ensemble des ateliers et stockages internes à l'exception des chaufferies et de l'atelier magnésium ,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA),
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux.

L'atelier magnésium et le dépôt de déchets de magnésium sont pourvus de moyens de secours contre l'incendie appropriés. Notamment, on y dispose de récipients contenant des copeaux de fer, ou éventuellement, de sable maintenu meuble et sec avec pelles de projection. Les extincteurs " à poudre " y sont seuls autorisés et sont munis d'un signe distinctif nettement apparent.

L'interdiction d'utiliser l'eau pour combattre des feux de magnésium est affichée en caractères très apparents dans l'atelier et sur la porte d'entrée et à proximité du dépôt de déchets de magnésium.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.

Ces moyens sont portés à la connaissance du directeur départemental du travail et de l'emploi et du comité d'hygiène et de sécurité.

### **Article 16.3 - SÉCURITÉ INCENDIE - Plan d'intervention**

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation,
- les effectifs affectés,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours ...

### **Article 16.4 - SÉCURITÉ INCENDIE - Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité**

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", accessibles en toutes circonstances et sans risques pour l'opérateur. Ils sont classés "équipements importants pour la sécurité" (IPS) et soumis aux dispositions de l'article 15.6 du présent arrêté.

Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.

## **Article 17 - ZONE DE RISQUE TOXIQUE**

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. La détection de gaz déclenche une alarme locale et une alarme sur un poste extérieur. Les niveaux de sensibilité des systèmes de détection sont adaptés aux situations.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz et émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

## **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

### **Article 18 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

#### **Article 18.1 - Atelier magnésium**

Le sol de l'atelier présentera une pente convenable évitant toute stagnation d'eau au voisinage des machines; il sera toujours maintenu en bon état de propreté. Les copeaux, limailles,

poussières et autres déchets de magnésium ne devront pas être laissés accumulés près des machines.

Les poussières de meulage seront évacuées par un aspirateur à grande vitesse, d'au moins 25 mètres par seconde. Les parois des tubes d'aspiration seront lisses, sans brides ni talons intérieurs aux raccords.

Les déchets de magnésium, (poussières, copeaux, tournures, limailles) sont contenus dans des récipients métalliques pourvus d'un couvercle assurant une bonne fermeture. Chaque récipient ne doit pas renfermer plus de 75 kilogrammes de magnésium.

Le dépôt de déchets de magnésium est situé hors de l'atelier, il ne commande ni un escalier ni un dégagement quelconque; il doit lui-même être d'un accès et d'un dégagement faciles.

Aucune autre matière combustible que le magnésium, ne doit être entreposée dans le dépôt.

Les poussières de magnésium, accidentellement répandues, seront noyées par faibles quantités dans un seau d'eau;

## **Article 18.2 - Installations d'application d'apprêt - d'agent de démoulage - de peinture - de moussage**

### **18-2.1 - Aménagement**

L'atelier forme rétention.

Les locaux adjacents devront toujours conserver une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier ouvriront vers l'extérieur. Elles seront munies d'un rappel de fermeture autonome et ne comporteront aucun dispositif de condamnation vers l'extérieur.

Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant, la température de la paroi extérieure n'excédant pas 150°.

### **18-2.2 - Ventilation**

Les opérations liées au moussage (mise en œuvre de l'agent de démoulage, de la peinture de fond de moule et moussage) seront réalisées en cabines mises en dépression ; les bouches d'aspiration et les diffuseurs d'air frais seront disposés de manière à ce que les opérateurs se trouvent en permanence dans la zone ventilée.

Si la ventilation est intermittente, un dispositif de sécurité sera aménagé de manière à ce que la ventilation se mette en route dès que le dispositif mettant en œuvre des produits inflammables est utilisé, mais qu'elle ne cesse de fonctionner que quelques minutes (3 mn au minimum) après l'arrêt de celui-ci.

L'arrêt des ventilateurs d'extraction devra commander l'arrêt immédiat des dispositifs d'application des produits inflammables.

Les systèmes de ventilation avec extraction d'air devront permettre de maintenir en tous points une concentration en solvants inférieure au 1/4 de la limite inférieure d'explosivité.

### **18-2.3 - Consignes**

Les circuits amenant les isocyanates jusqu'aux moules de moussage seront conçus pour éviter tout mélange avec un autre produit (en particulier polyols), avant la base d'injection. Les circuits seront protégés par clapet anti-retour au niveau des moules pour empêcher des retours de produit non compatibles. L'ensemble des canalisations correspondantes, sera peint d'une couleur distincte de toute autre canalisation.

La cuve de 150 l, capacité intermédiaire de stockage d'isocyanate en atelier, devra porter en clair l'indication de son contenu.

Des consignes particulières traiteront de la vidange des canalisations ayant contenu de l'isocyanate et des précautions spécifiques à prendre avant toute réintroduction de ce produit. Les matières récupérées lors de la vidange du réseau ne pourront être recyclées vers le stockage.

#### **18-2.4 - Protection**

Des douches et fontaines oculaires seront implantées à proximité des postes de travail utilisant l'isocyanate.

### **Article 18-3. - Stockage d'isocyanate (MDI) et de polyol**

#### **18.3.1 Stockages**

Les réservoirs de stockage d'isocyanate et de polyol devront être implantés dans un local séparé du reste des installations par des murs coupe-feu de degré 2 heures autostables et des portes coupe-feu de degré ½ heure.

Ils seront implantés dans deux cuvettes étanches distinctes, de capacité respective de 25 m<sup>3</sup>.

Les réservoirs fixes d'isocyanate devront être protégés contre les surpressions par une ou des soupapes de sécurité.

Aucun autre produit inflammable ne devra être stocké dans ce local.

#### **18.3.2 - Aménagement**

Les canalisations de dépotage devront être de dimensions différentes, clairement repérées et si possible suffisamment éloignées l'une de l'autre pour éviter toute erreur lors du déchargement.

Le dépotage de l'isocyanate et le déchargement de fûts de ce produit, devront être réalisés sous-couvert, à l'abri de la pluie, sur rétention étanche de capacité minimale 2 m<sup>3</sup>.

#### **18.3.3 - Prévention**

En cas d'utilisation d'azote ou d'autre fluide lors de l'opération de remplissage des réservoirs d'isocyanate, il conviendra de se garantir contre la présence d'eau ou de contamination par des produits ayant des hydrogènes actifs dans leurs molécules (alcools, acides, en particulier).

Des réserves de décontaminant destiné à neutraliser l'isocyanate, devront être disponibles à proximité du local et du lieu d'emploi. Cette neutralisation ne pourra être effectuée que récipient ouvert en un lieu bien ventilé.

#### **18.3.4 - Protection incendie**

Le système de sprinkler implanté dans le local de stockage devra être de type déluge.

Des extincteurs à poudre ou autres produits adaptés au MDI seront disponibles à proximité du stockage.

### **Article 18.4 - Installations de combustion**

#### **18.4.1 - Alimentation en combustible**

"Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison .

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des dispositifs permettant de détecter une fuite de gaz dans les chaufferies. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments."

#### **18.4.2 - Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Le défaut de fonctionnement du dispositif de contrôle de la flamme doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

#### **18.4.3 - Conduite des installations**

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

#### **18.4.4 - Equipement des chaufferies**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### **18.4.5 - Livret de chaufferie**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

## **Article 18.5 - Installation de charge d'accumulateurs**

### **18.5.1 - Ventilation**

Les locaux de charge doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débit d'extraction est donné par la formule ci-après :

- $Q = 0,05 n I$
- ou
- $Q$  = débit minimal de ventilation, en  $m^3/h$ ,
- $n$  = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément,
- $I$  = courant d'électrolyse, en A.

### **18.5.2- Localisation des risques**

Les parties d'installation présentant un risque spécifique, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

### **18.5.3 - Seuil de concentration limite en hydrogène**

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local, sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

## **Article 18.6 - Installation pyrotechnique**

### **18.6.1 - Implantation -Aménagement**

L'installation doit être implantée conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 septembre 1980 (art. 11 et suivants) pris en application du décret du 28 septembre 1979 et fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques.

Les abords immédiats des locaux pyrotechniques doivent être désherbés et débroussaillés; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.

Le mode de construction des bâtiments et la nature des matériaux utilisés doivent être tels qu'en cas d'explosion, le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible.

Les locaux abritant l'installation doivent satisfaire aux préconisations des articles 18 et 22 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979, en particulier la couverture de l'installation sera en matériau léger au regard de risques d'envol ou de propagation des débris d'une explosion.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les installations électriques doivent répondre aux articles 41 et 53 de la section 5 du décret n°79-846 du 28 septembre 1979.

L'aménagement du stockage des générateurs pyrotechniques doit être conforme aux préconisations spécifiées dans l'étude de sécurité pyrotechnique visée ci-après.

En particulier, une clôture défensive (de 2 mètres de hauteur au moins ou la mise en œuvre de mesures de sécurité anti-intrusion assurant un niveau équivalent ou supérieur d'intégrité du dépôt) sera installée autour du dépôt.

L'exploitant peut adopter des dispositions différentes de celles prévues ci-dessus, si l'étude de sécurité pyrotechnique montre qu'elles apportent un niveau équivalent ou supérieur de protection des travailleurs ou des intérêts visés par le titre I du livre V du code de l'environnement susvisé.

#### **18.6.3 - Contrôle de l'accès**

L'accès aux locaux de l'enceinte pyrotechnique doit être interdit à toute personne étrangère à l'établissement à l'exception des personnes dûment autorisées conformément aux dispositions de l'article 9 du décret 79-846 et dans les limites fixées à l'article 16 de l'arrêté du 26 septembre 1980.

#### **18.6.4 - Connaissance des produits – étiquetage**

Les emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger ou les marquages prévus par la réglementation des produits explosifs (décret 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs et décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à l'acquisition, à la livraison, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs, modifié et arrêté du 3 mars 1982 fixant les conditions de marquage et d'identification des produits explosifs)

L'installation ne contiendra pas de matières explosibles à nu.

#### **18.6.5 – Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de produits et de poussière. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et par la poussière.

#### **18.6.6 - Registre entrée/sortie**

Conformément à l'arrêté du 27 avril 1999 fixant les règles relatives à la surveillance des dépôts et débits de produits explosifs et à la tenue de registres d'entrée et de sortie de produits explosifs de ces installations, l'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits explosifs détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie, de secours et de gendarmerie et concerne tout détenteur d'une autorisation individuelle d'exploiter un dépôt ou un débit de produits explosifs.

#### **18.6.7 - Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement, ils doivent

être pris en compte dans l'étude de sécurité pyrotechnique. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### **18.6.8 - Localisation des risques**

Compte tenu de la structure de l'installation, de la nature des objets ou matières explosives, qui y seront stockés et des quantités admissibles en matières actives, l'étude de sécurité pyrotechnique devra montrer que les règles d'isolement définies dans l'arrêté du 26 septembre 1980 sont respectées.

#### **18.6.9 - Consignes particulières de sécurité**

Il est interdit de pénétrer dans l'enceinte pyrotechnique muni d'un téléphone cellulaire, au regard des possibles interférences susceptibles de présenter un risque d'amorçage des matériels comportant des dispositifs électro-pyrotechniques. Cette interdiction est vérifiée dans l'étude de sécurité pyrotechnique et affichée en caractères apparents.

#### **18.6.10 - Consignes d'exploitation**

Les manutentions et transports doivent être organisés de façon à éviter les risques de chocs ou de chute de produits explosifs. En outre, l'exploitant doit vérifier que le classement du produit entreposé en termes de division de risque (section II de l'arrêté du 26 septembre 1980) soit en adéquation avec l'étiquetage "transport" figurant sur le colis. L'exploitant d'un dépôt est tenu de faire établir par l'organisme autorisé les divisions de risque des produits qu'il stocke dans les emballages utilisés dans le dépôt..

#### **18.6.11 - Etude de sécurité pyrotechnique**

Une étude de sécurité pyrotechnique est réalisée conformément aux dispositions :

- du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques susvisés, tendant à déceler toutes les possibilités d'accidents pyrotechniques et à établir, dans chaque cas, la nature et la gravité des risques encourus par les salariés de l'établissement et l'environnement et déterminant les mesures à prendre pour éviter les accidents et limiter leurs conséquences ;
- de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques.

L'étude de sécurité pyrotechnique doit également prendre en compte les matériels utilisés et les modalités mises en œuvre pour le transport interne des objets ou produits explosifs.

Pour les locaux pyrotechniques existants, les travaux de réparation doivent préalablement faire l'objet d'une étude sécurité particulière qui sera introduite dans le dossier sécurité pyrotechnique.

#### **18.6.12 - déchets**

L'étude de sécurité précise dans quelles conditions sont traités et stockés les éventuels déchets explosifs susceptibles d'être produits par l'installation.

Les déchets industriels spéciaux à caractère explosif doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets relevant de la rubrique 1313 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination, les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.



Si ces déchets sont transportés par la voie publique, ils doivent l'être conformément au règlement du transport des matières dangereuses.

## **Article 18.7 - Tours aéroréfrigérantes**

Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies ci-après, en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par légionella

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent article: les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

### **18.7.1 - Entretien et maintenance**

L'exploitant devra maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

1) Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint,
- un nettoyage mécanique et/ou chimique d'eau, des garnissages et des parties périphériques,
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

2) Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions du point 1, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

3) Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques ;
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

4) Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

- 5) L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :
- les volumes d'eau consommée mensuellement,
  - les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
  - les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement),
  - les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, PH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella,...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

6) L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

7) Si les résultats d'analyses réalisées en application du point 2, du point 5 ou du point 6 mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions du point 1.

Si les résultats d'analyses réalisées en application du point 2, du point 5 ou du point 6 mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

#### **18.7.2 - Conception et implantation des nouveaux systèmes de refroidissement**

8) L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau d'appoint du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

9) Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants.

Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants.

## **Article 18.8 - Emploi et stockage de dioxyde de soufre liquéfié**

### **18.8.1**

Les récipients doivent être stockés à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.

Les bouteilles doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Toute disposition sera prise pour éviter les chutes de bouteilles de gaz liquéfiés. Lors du stockage, elles doivent être munies en permanence d'un chapeau de protection du robinet de bouteille et d'un bouchon vissé sur le raccord de sortie.

## **IV - DIVERS**

### **Article 19 - AUTRES RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

### **Article 20 - DROIT DE RÉSERVE**

L'Administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

### **Article 21 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 22 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES**

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

### **Article 23 - SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'Environnement.

### **Article 24 - PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de CERNAY et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 25 - EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société DALPHIMETAL France.

<p>Pour ampliation pour le préfet, et par délégation de signature le chef de bureau <b>signé</b></p>	<p>Fait à Colmar, le 29 septembre 2003 Le préfet pour le préfet et par délégation de signature Le secrétaire général  <b>Signé</b></p>
--	--

### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

*(\*) Un canevas a été constitué en région Alsace pour la rédaction des prescriptions relatives aux arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Certaines dispositions ne se justifiant pas pour les installations présentement visées, elles ont été supprimées. Néanmoins, la numérotation a été conservée pour permettre une homogénéité entre les arrêtés.*

**// ) NNEXE 1 à l'arrêté préfectoral**

**N°2003-279-10 du 29 septembre 2003**

**portant autorisation d'exploiter à la  
société DALPHIMETAL  
et codificatif au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement  
pour ses installations situées à CERNAY**

**--==--**

**RAPPEL DES ÉCHÉANCES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**--**

- |             |  |
|-------------|--|
| Article 1.3 | Bilan de fonctionnement : <b>31 décembre 2003.</b>   |
| Article 7.1 | Remise des rapports de contrôle: <b>trimestriel.</b>   |
| Article 7.3 | Déclaration des émissions de dichlorométhane: annuelle avant le <b>31 mars de l'année suivante.</b>    |
| Article 8.4 | Limitation à 20 mg/Nm <sup>3</sup> de la concentration en DCM dans les rejets : <b>30 octobre 2005</b> |
| Article 8.5 | Mise en place du contrôle continu des rejets atmosphérique de dichlorométhane: <b>30 octobre 2005.</b> |

**// ) NNEXE 2 à l'arrêté préfectoral**

**N°2003-279-10 du 29 septembre 2003**

**portant autorisation d'exploiter à la  
société DALPHIMETAL  
et codificatif au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement  
pour ses installations situées à CERNAY**

## **PLANS**